COMMUNE DE BESSEY

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°3

DU PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE OBLIGATOIRE

AUTO-ÉVALUATION

MAIRIE DE BESSEY
10 place de la mairie
42 510 BESSEY
04 74 87 36 83
mairie.bessey42@orange.fr

SOMMAIRE

1. LES MILIEUX SENSIBLES DU TERRITOIRE 5

2. L'ACTIVITÉ AGRICOLE ..... ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.

3. LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE 12

4. LIMITATION DE L'ÉTALEMENT URBAIN 14

5. LA PRÉSENCE DE RISQUES ET DE NUISANCES 15

6. CONCLUSION 16

Le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 pris pour l'application de l'article 40 de la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP), a modifié les modalités d'examen de la nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour certains documents d'urbanisme régis par le Code de l'urbanisme.

Ce décret a notamment instauré une procédure d'examen au cas par cas, communément dénommée **« cas par cas ad hoc »**, applicable lorsque la collectivité est à l'initiative de l'élaboration ou de l'évolution du document d'urbanisme et estime que celle-ci n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Dans cette hypothèse, la collectivité établit un dossier d'examen au cas par cas qu'elle transmet à l'autorité environnementale, laquelle se prononce sur la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

La présente modification simplifiée du PLU relève de cette procédure.

Le présent dossier constitue donc le dossier d'examen au cas par cas prévu par les articles R.104-33 et R.104-34 du Code de l'urbanisme.

Conformément à ces dispositions, il présente :

- les caractéristiques de la procédure et des évolutions apportées au PLU ;
- les principales caractéristiques et sensibilités environnementales du territoire concerné ;
- l'analyse des incidences potentielles de la modification sur l'environnement ;
- les raisons pour lesquelles cette évolution n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et ne nécessite donc pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

1. LES MILIEUX SENSIBLES DU TERRITOIRE

→ Ressource en eau

La commune de de Bessey se situe dans le périmètre du bassin Rhône Méditerranée, dans le bassin du Batalon. Le réseau hydrologique est constitué des ruisseaux venant du piémont du Pilat et rejoignant le Rhône par des vallons encaissés d'orientation Est-Ouest. Du nord au sud, on rencontre :

- Le ruisseau des Collonges rejoint par le Mornieux
- Le ruisseau du Moulina et de l'Epervier affluent du Batalon
- Le ruisseau du Mouchet qui rejoint celui de la Fontneuve.

La commune est concernée par le SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027. Elle ne fait en revanche partie d'aucun SAGE mais est concernée par un contrat de rivière dit des « 3 rivières » piloté par le Syndicat des Trois Rivières auquel la Communauté de Communes du Pilat rhodanien adhère depuis 2010.

Les cours d'eau de la commune ne sont pas inscrits sur la liste des cours d'eau, tronçons de cours d'eau et canaux classés sur la Loire en Rhône-Méditerranée au titre du 1° du I de l'article L214-17 du Code de l'Environnement.

Concernant l'eau potable : La compétence « eau potable » est exercée par la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien depuis le 1er janvier 2013. Le rapport de présentation du PLU en vigueur indique que la commune de Bessey ne dispose pas de ressources propres sur son territoire (pas de captages), mais les ressources utilisées pour l'alimentation en eau potable de la commune sont suffisantes et sécurisées par les contrats de production avec les puits de la nappe alluviale du Rhône (ressource abondante et disponible).

Concernant l'assainissement des eaux usées : La commune de Bessey dispose de la compétence de collecte, transport et dépollution des eaux usées. Elle est dotée de 2 bassins de collecte de l'assainissement collectif et gère 2 stations d'épuration. La première, celle du Bourg, a été mise en service en 2014 et a une capacité nominale de 850 EH pour une charge maximale en entrée de 11 EH. La deuxième, celle de Gencenas, a été mise en service en 1988 et dispose d'une capacité nominale de 72 EH pour une charge maximale de 65 EH.

La modification simplifiée n°3 n'est pas de nature à remettre en cause les enjeux de la préservation de la ressource en eau.
En effet :
Concernant le projet de siège d'exploitation agricole au lieu-dit de l'Aucize, l'activité agricole existe déjà sur le territoire communal. La modification vise uniquement à permettre le regroupement sur un même site de fonctions actuellement dispersées (stockage, transformation, fabrication et vente directe) sans création d'une activité nouvelle susceptible d'entraîner une pression supplémentaire significative sur la ressource en eau.
Le secteur est par ailleurs desservi par les réseaux existants et le projet prévoit des mesures destinées à limiter l'imperméabilisation des sols et à favoriser l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle.
Concernant l'adaptation du nuancier communal, cette évolution réglementaire est sans incidence sur la ressource en eau.

→ Biodiversité et continuités écologiques

La commune est considérée par plusieurs périmètres de protection :

- La zone Natura 2000 FR8201663 intitulée « Affluents rive droite du Rhône »
- Une ZNIEFFF de type 1 : « les gorges de Malleval »
- Une ZNIEFF de type 1 : « Combe de la Petite Gorge »
- Une ZNIEFF de type 2 : « ensemble des vallons du Pilat rhodanien »
- 33,5 hectares de zones humides recensés
- 19,8 hectares de pelouse sèche

La modification simplifiée n°3 n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur la biodiversité ou les continuités écologiques.

En effet, les deux objets de la modification simplifiée sont situés en dehors des périmètres Natura 2000, des ZNIEFF, des zones humides recensées et des secteurs de pelouses sèches identifiés sur le territoire communal.

Concernant le projet de siège d'exploitation agricole au lieu-dit de l'Aucize, la modification vise à permettre le regroupement sur un même site d'une activité agricole existante sur la commune. Elle ne conduit pas à la création d'une nouvelle activité ni à l'ouverture à l'urbanisation d'un secteur naturel.

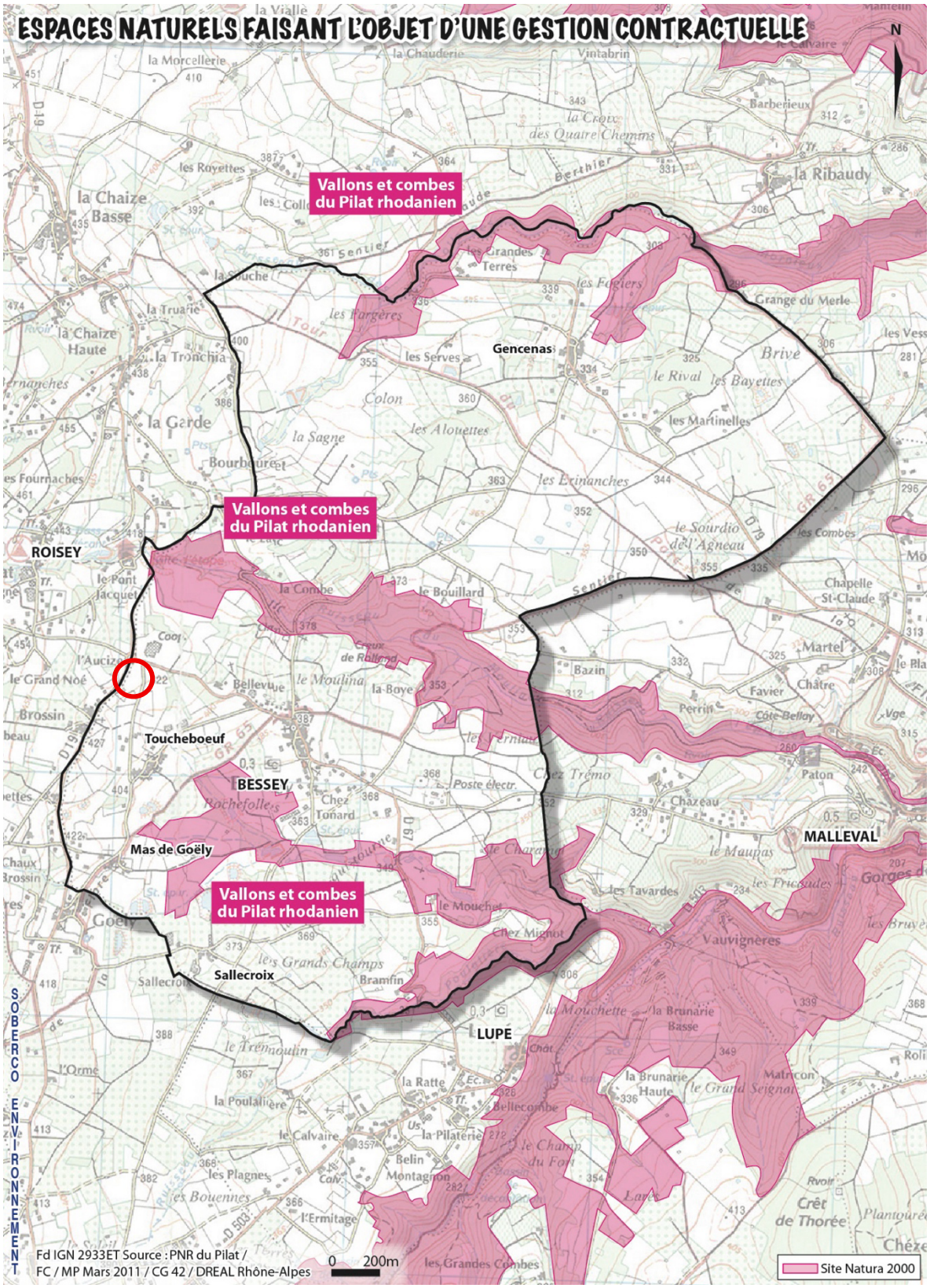
Par ailleurs, le projet fait l'objet d'un encadrement spécifique au travers d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation et d'un règlement dédié prévoyant notamment :

- la préservation d'espaces libres non bâtis ;
- la limitation de l'imperméabilisation des sols ;
- la création de lisières végétalisées composées d'essences locales ;
- le renforcement de la trame végétale du site.

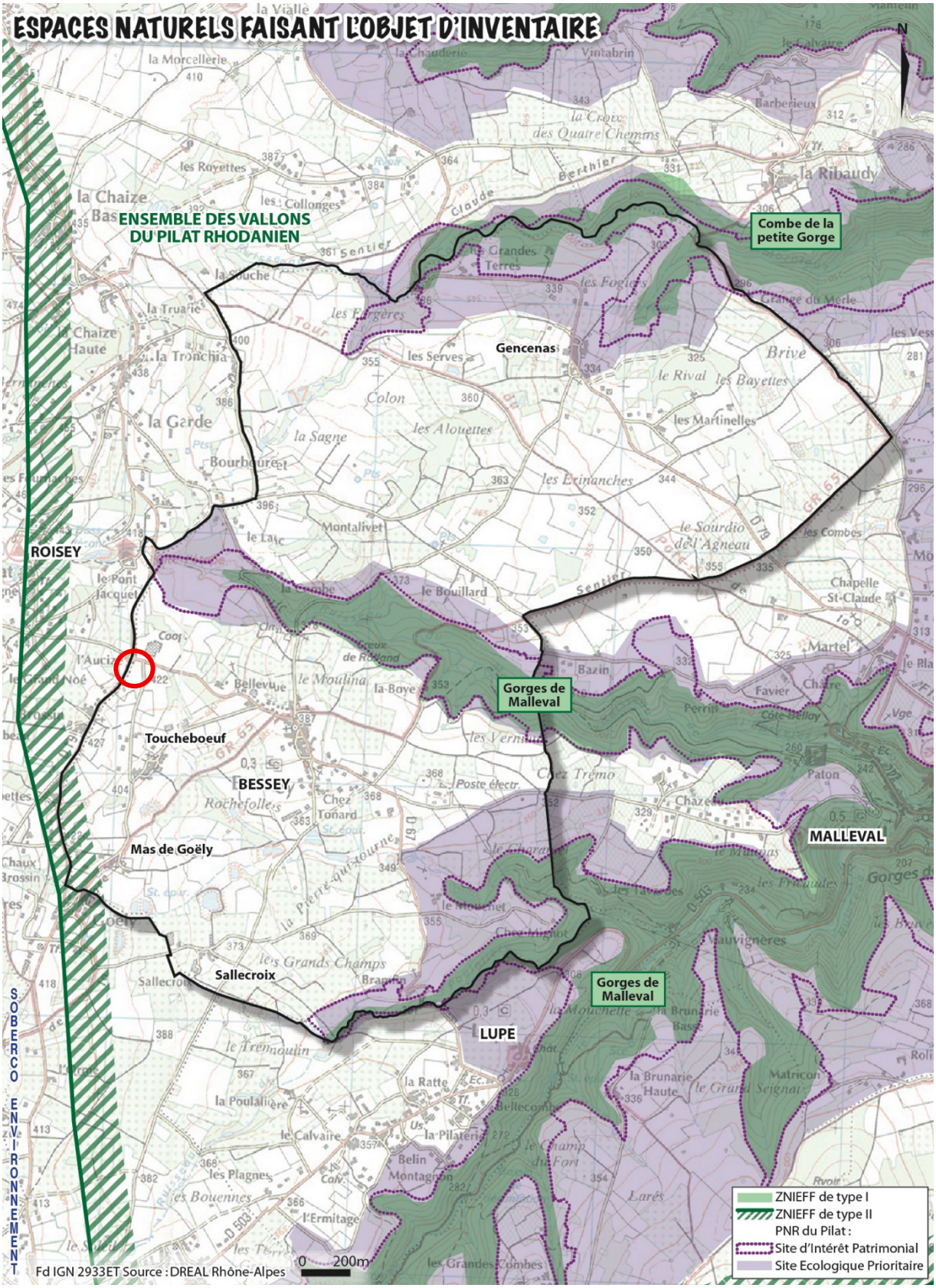
L'adaptation du nuancier communal constitue quant à elle une évolution purement réglementaire sans incidence sur les milieux naturels ou les continuités écologiques.

Ainsi, la modification simplifiée ne porte atteinte à aucun site Natura 2000, aucune ZNIEFF, aucune zone humide recensée, aucune pelouse sèche identifiée ni à aucune continuité écologique reconnue à l'échelle communale.

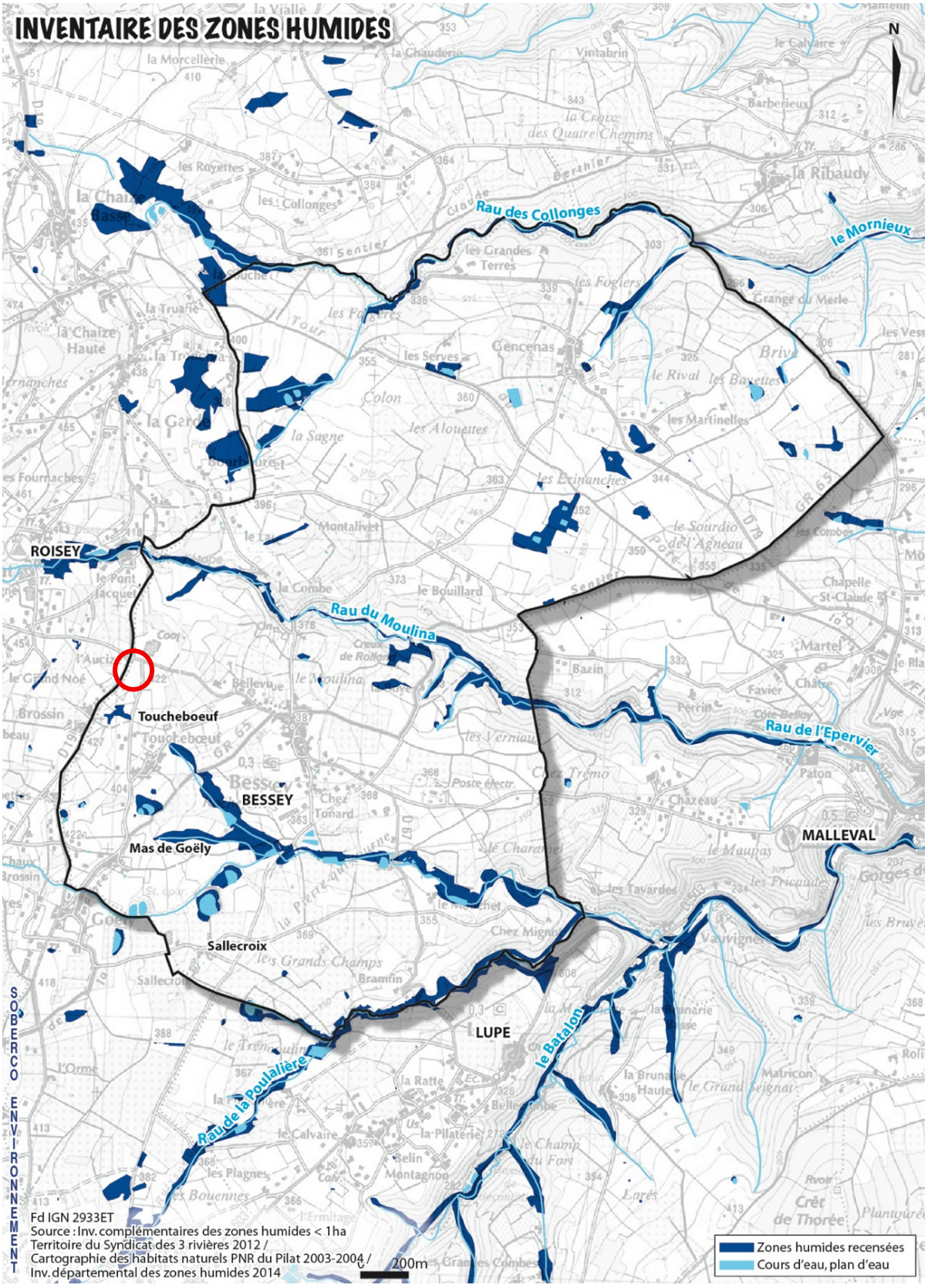
Aucun site N2000 n'est impacté par la modification simplifiée.



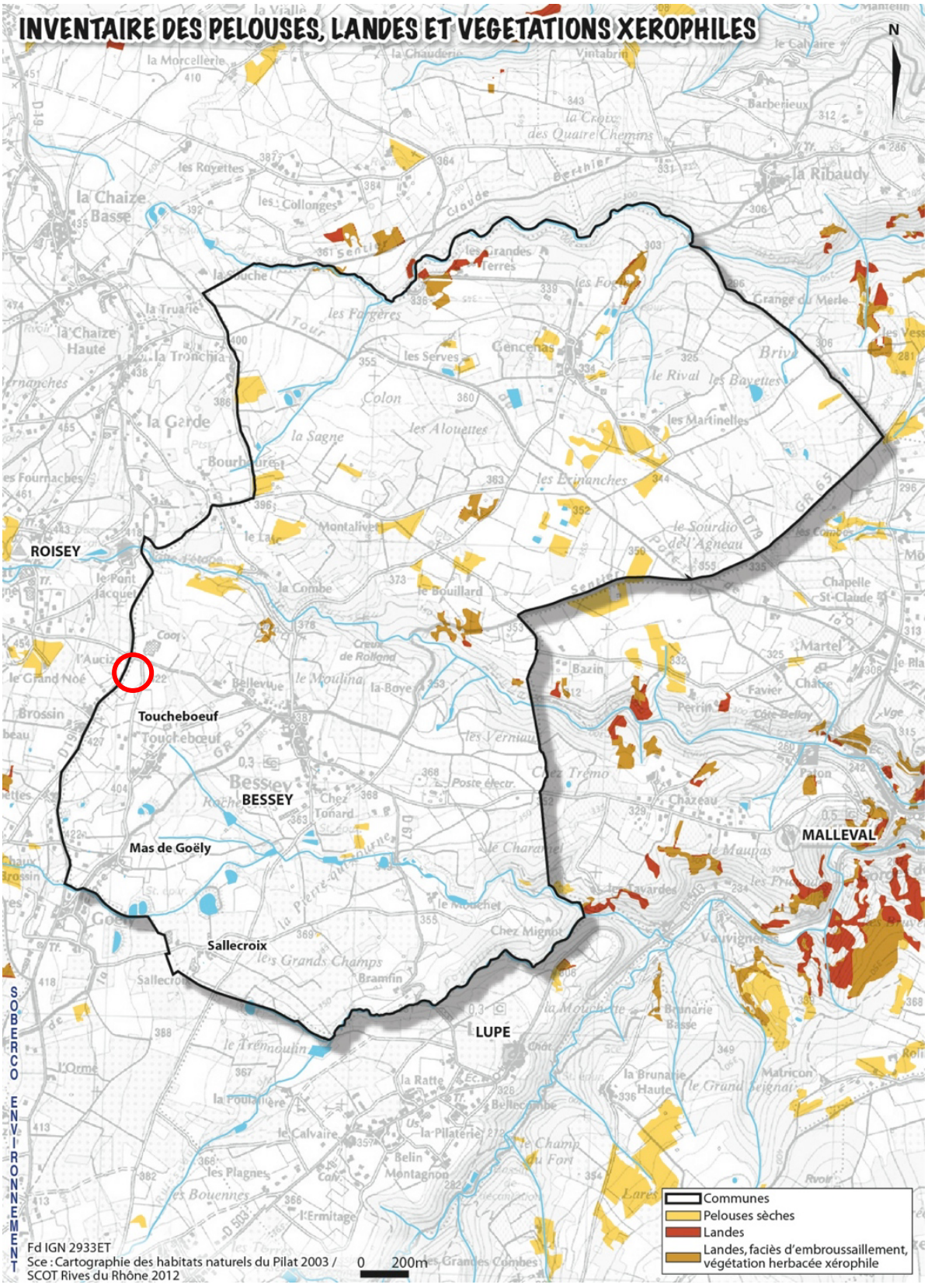
Aucun espace naturel faisant l'objet d'inventaire n'est impacté par la modification simplifiée.



Aucune zone humide n’est impactée par la modification simplifiée.

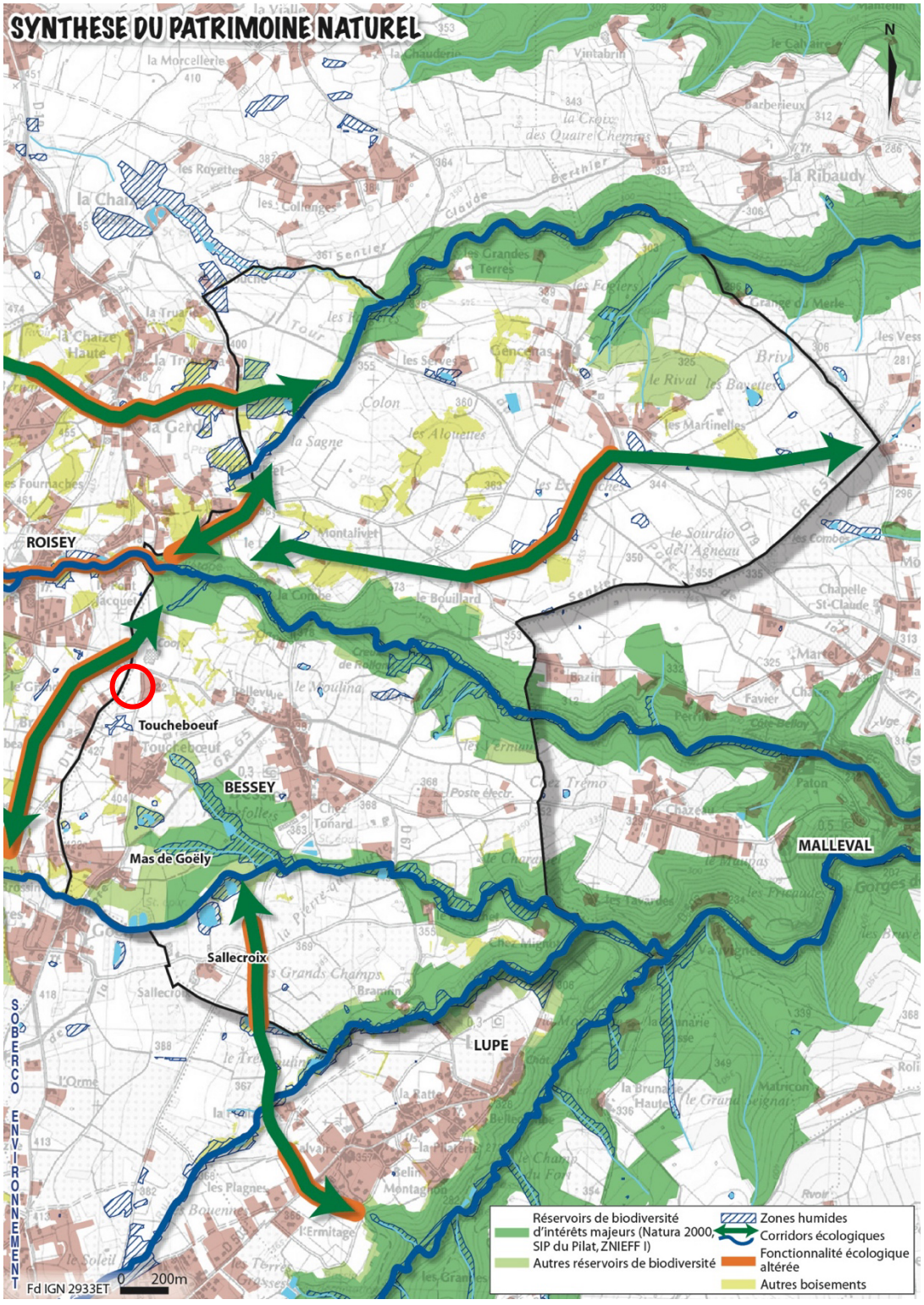


Aucune pelouse sèche n’est impactée par la modification simplifiée.



Le projet de modification simplifiée du PLU n'aura pas d'impact sur les milieux remarquables tels que les zones humides, abords des cours d'eau ou pelouses sèches identifiés au plan de zonage et faisant l'objet de prescriptions au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification simplifiée n'est pas de nature à altérer la fonctionnalité écologique du territoire bien que situé à proximité d'un corridor. En effet, le changement de destination porte sur un bâtiment existant et disposant déjà d'une desserte ; aucune extension supplémentaire ne sera admise, ce qui permettra de préserver les espaces naturels présents aux abords de la construction.



2. LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE

→ Sensibilités paysagères

Le projet de siège d'exploitation agricole est situé dans un secteur présentant une sensibilité paysagère reconnue. Le site est en effet localisé à proximité du giratoire de l'Aucize, en entrée de territoire, dans un espace agricole ouvert largement perceptible depuis la RD19, identifiée comme un « axe vitrine » du territoire dans les documents du Parc naturel régional du Pilat.

La modification simplifiée a été conçue de manière à préserver les qualités paysagères qui ont justifié le classement initial du secteur en zone Ap.

En premier lieu, l'évolution du zonage est strictement limitée aux surfaces nécessaires à l'implantation du projet. Seule une emprise d'environ 2 400 m²[1] est concernée par la création du secteur Ac, tandis que le reste des parcelles demeure classé en zone Ap.

En second lieu, le projet fait l'objet d'un encadrement renforcé au travers d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation spécifique et de règles particulières intégrées au règlement écrit. Ces dispositions visent notamment à :

- privilégier l'implantation du bâtiment à proximité immédiate des constructions existantes afin d'éviter tout phénomène de dispersion du bâti ;
- limiter les terrassements en implantant la construction sur la partie la plus plane du terrain ;
- encadrer la hauteur et les dimensions du bâtiment ;
- imposer un traitement architectural sobre et cohérent avec les constructions agricoles présentes sur le secteur ;
- organiser le stationnement de manière discrète et peu visible depuis les principaux axes de circulation ;
- préserver une large part des espaces libres ;
- renforcer la présence du végétal grâce à la création de lisières paysagères composées d'essences locales.

Ces dispositions visent à garantir la bonne insertion du projet dans le paysage et à préserver les qualités paysagères du secteur. Elles contribuent également au maintien d'une activité agricole dynamique, indispensable à l'entretien et à la valorisation des espaces ouverts qui participent à l'identité paysagère du plateau. En effet, la qualité des paysages agricoles ne résulte pas uniquement de la préservation des vues et des espaces non bâtis, mais également du maintien d'exploitations agricoles actives qui façonnent durablement le territoire et assurent la pérennité de ses caractéristiques paysagères.

Par ailleurs, le règlement du PLU est complété afin de permettre une meilleure adaptation des teintes des bâtiments agricoles et d'activités aux caractéristiques paysagères du site. Cette évolution vise à favoriser une insertion plus harmonieuse des constructions dans leur environnement.

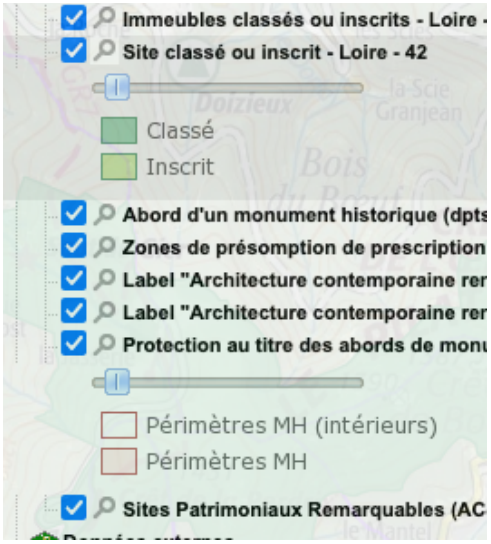
Ainsi, la modification simplifiée ne remet pas en cause les objectifs de préservation paysagère poursuivis par le PLU.

[1] *A noter, la superficie totale du secteur Ac est de 5 212 m² dont 1 878 m² dans le domaine public et 3 334 m² sur la propriété du porteur de projet. En effet, ce périmètre a dû être ajusté sur les emprises publiques du giratoire de l'Aucize et des voies limitrophes afin de respecter les exigences du standard CNIG, qui impose un calage des limites de zonage sur les objets topographiques de référence. Cette adaptation, purement technique, est sans incidence sur les droits à construire.*

→ Monument historique

Selon le ministère de la Culture, seule une petite partie au sud de la commune de Bessey est concernée par un périmètre de protection au titre des abords des monuments historiques (MH) concernant le château de Lupé, classé par arrêté du 06/04/1981.





Source : Atlas des patrimoines, Ministère de la Culture.

Les deux objets de la présente modification simplifiée, sont situés en dehors du périmètre.

3. LIMITATION DE L'ÉTALEMENT URBAIN

La modification simplifiée n°3 n'est pas de nature à favoriser l'étalement urbain.

Concernant le projet de siège d'exploitation agricole au lieu-dit de l'Aucize, l'évolution du PLU porte sur la création d'un secteur spécifique Ac d'une superficie limitée (3 334 m2), correspondant strictement à l'emprise nécessaire à la réalisation du projet agricole en zone agricole. Cette évolution ne constitue pas une ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur mais vise à permettre l'implantation encadrée d'un siège d'exploitation agricole directement lié à l'activité agricole exercée sur les parcelles concernées.

Par ailleurs, le projet s'inscrit en continuité immédiate de bâtiments agricoles et d'activités existants. Son implantation à proximité des constructions présentes sur le secteur permet d'éviter toute dispersion du bâti dans l'espace agricole et de limiter la consommation d'espaces.

Le reste des parcelles concernées demeure classé en zone Ap, assurant ainsi le maintien de leur vocation agricole et des objectifs de préservation paysagère définis par le PLU.

Concernant l'adaptation du nuancier communal, cette évolution réglementaire est sans incidence sur la consommation d'espace et ne génère aucune possibilité de construction supplémentaire.

Ainsi, la modification simplifiée n°3 n'est pas susceptible d'accroître l'étalement urbain ni de remettre en cause les objectifs de modération de la consommation d'espace poursuivis par le PLU.

4. LA PRÉSENCE DE RISQUES ET DE NUISANCES

La commune de Bessey est concernée par le risque tempête, un risque sismique (zone 3) et un risque de mouvement de terrain (notamment lié à un éboulement survenu au lieu-dit "les Combes » en amont de la route entre Bessey et Gencenas (ce site n'est pas localisé à proximité du changement de destination). L'évaluation environnementale du PLU indique que les enjeux sont très faibles, aucune population n'étant exposée à ces risques. La commune est également exposée aux risques de potentiel radon de catégorie 3 (risque significatif).

La commune de Bessey est concernée par des risques technologiques. Elle se situe dans le périmètre de 10 km du plan particulier d'intervention (PPI) d'Adisséo -Tourmaline à Saint Clair du Rhône (Seveso seuil haut). Elle est également concernée par un risque nucléaire lié à la proximité avec la centrale nucléaire de Saint Alban / Saint Maurice situé sur la commune de Saint-Maurice-l'Exil. Elle est donc concernée par la mise en œuvre du PPI de cet établissement.

La modification simplifiée du PLU est sans incidence sur les risques. Elle n'aggrave pas les risques existants sur la commune et n'expose pas davantage de populations aux risques.

5. CONCLUSION

L'ensemble des points évoqués ci-dessus justifient que le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Bessey n'a pas d'impact sur l'environnement et ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale.